

**ALORS QUE DES POCHEs DE RÉSISTANCE SUBSISTENT**

# La Libye s'installe dans l'après-Kadhafi

**La Libye s'enlise dans une situation des plus confuses. L'offensive lancée sur Tripoli par les rebelles n'a pas encore permis de débusquer Kadhafi. Le CNT se projette néanmoins dans l'après-Kadhafi et réclame le déblocage des avoirs libyens gelés.**

Sur le front, les rebelles combattent les pro-Kadhafi dans quelques poches de résistance. Sur le front Est, ils tentent de progresser vers Syrte qui était bombardée par l'Otan. Des avions britanniques ont bombardé hier un important bunker servant de quartier général dans la ville natale de Kadhafi.

Traqué mais toujours introuvable, il a appelé jeudi à la résistance. «Il faut résister contre ces rats d'ennemis, qui seront vaincus grâce à la lutte armée», déclarait-il dans un enregistrement diffusé par la chaîne satellitaire Arrai, basée en Syrie, appelant ses partisans à libérer Tripoli. Tandis que les combats continuaient de faire rage, le comité exécutif du Conseil national de transition (CNT), jusque-là installé à Benghazi, a été transféré à Tripoli.

## Le CNT réclame les avoirs libyens à l'étranger

Huit hauts responsables du CNT sont arrivés jeudi dans la capitale pour préparer la transition politique, a annoncé de son côté un porte-parole du CNT, Mahmoud Chamam. Se projetant déjà dans l'avenir, le CNT revendique le déblocage des avoirs libyens à l'étranger. Mahmoud Jibril, numéro deux de la rébellion libyenne, a indi-

qué hier à Istanbul que la survie de la nouvelle administration libyenne dépendait du déblocage des avoirs libyens gelés. «Il y aura d'importantes attentes de la nouvelle administration qui sera mise sur pied après la chute du régime et pour son succès le déblocage des fonds gelés est essentiel. Ces fonds sont nécessaires pour que la vie puisse continuer normalement».

Aussitôt dit, aussitôt fait. Les rebelles ont obtenu le feu vert de l'ONU pour une aide réclamée d'urgence destinée à la reconstruction du pays dont l'économie est exsangue après plus de six mois de conflit.

Le Conseil de sécurité a accepté de débloquent 1,5 milliard de dollars d'avoirs libyens gelés. La somme de 1,5 milliard de dollars est retenue par les Etats-Unis, qui veulent envoyer 500 millions de dollars à des groupes humanitaires internationaux, 500 millions au CNT pour payer des salaires et des services essentiels et 500 millions à un fonds international pour la Libye pour acheter du carburant et d'autres biens de première nécessité.

Rome a annoncé pour sa part avoir donné l'ordre pour le dégel d'une première tranche des avoirs libyens à hauteur de 350 millions d'euros.

L'Union européenne a appelé, quant à elle, à la prudence



Photo : DR

Poursuite des combats à Tripoli.

dans le déblocage des avoirs libyens gelés par la communauté internationale pour sanctionner le régime Kadhafi, en estimant qu'il fallait s'assurer que les partisans du régime n'en bénéficient pas.

## Difficile consensus à l'UA

Pendant ce temps, l'Union africaine tente d'arriver à un consensus. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a débuté hier au siège de l'UA à Addis Abeba, une réunion consacrée entièrement à la Libye.

L'Union africaine doit favoriser «une transition inclusive et consensuelle» en Libye, alors que la phase militaire est «en

train de se conclure» a déclaré le président de la commission de l'UA Jean Ping à l'ouverture de ladite réunion. Seuls trois chefs d'Etat, sur les quinze membres du CPS, étaient présents à l'ouverture des débats : le Djiboutien Ismaël Omar Guelleh, l'Ougandais Yoweri Museveni et le Sud-Africain Jacob Zuma, qui préside la réunion en l'absence de son homologue burundais Pierre Nkurunziza.

L'Union africaine n'a à ce jour pas officiellement reconnu le CNT comme le représentant légitime de la Libye et cette question était au cœur des discussions à huis clos des membres du CPS. De son côté, le Haut-Commissariat des

Nations unies des droits de l'homme a lancé hier une mise en garde contre les chasseurs de prime, cherchant à tuer Kadhafi, en déclarant que les assassinats ne font pas partie des règles de droit. La règle de droit est essentielle, elle s'applique à Kadhafi aussi bien qu'à n'importe qui d'autre» a déclaré Rupert Colville, porte-parole de l'ONU, en réponse à une question sur la prime de 1,67 million USD pour la capture de Kadhafi, vivant ou mort. «Clairement, la règle de droit s'applique aux exécutions sommaires, celles-ci ne sont pas admissibles, en temps de paix ou en temps de guerre».

N. I. /Agences

## COMMUNIQUÉ DE JIL JADID

# La fin d'une anomalie

Le peuple libyen vient de se libérer d'un joug de 42 ans durant lesquelles les frasques d'un homme à l'âme malade ont résumé l'histoire de ce pays. C'est avec satisfaction que Jil Jadid accueille la chute d'El Gueddafi et de sa famille et formule ses félicitations au peuple libyen.

Avec l'anéantissement de ce régime, c'est la fin des illusions pour les autres dictateurs arabes, ceux qui se font «élire» à 90% des suffrages et qui complotent sur le dos de leur peuple pour perdurer, eux et leur famille, ad vitam aeternam aux commandes de leur pays.

Après la victoire du changement en Tunisie et en Egypte, la Libye vient de rejoindre, après 6 mois de souffrance, le convoi des nations arabes qui s'apprêtent à relever les défis du monde moderne.

Ce ne sera pas un chemin aisé. Il lui faudra panser ses blessures, faire naître la confiance, habituer les gens à travailler avec les autres sans exclusion ni anathème. Il faudra du temps



Photo : Samir Sid

pour que les redoutables séquelles des multiples tares qu'aura laissées ce régime s'épanouir sous son règne

puissent se résorber et laisser place à une nouvelle culture d'Etat. Les Algériens ont découvert les Libyens

ces derniers mois. Ils les ont pris en sympathie et ont compris leur combat. Ils auraient voulu que leur gouvernement agisse de façon plus réaliste, plus humaine et plus morale avec eux.

Cela n'a pas été le cas. Le pouvoir algérien a évalué le drame qui se déroulait à nos frontières à travers la grille de lecture de ses intérêts propres.

Un peu de lucidité et un peu de compassion pour tout un peuple qui avait été à nos côtés durant notre guerre de libération, aurait dû faire prendre à l'Algérie une position plus honorable.

Cela n'a pas été le cas. Nous le regrettons profondément.

Nous ne pouvons donc plus que souhaiter tout le succès mérité pour le nouveau pouvoir libyen et attendre que le souffle du changement atteigne notre gérontocratie, incompétente et dépassée, pour redéfinir une véritable amitié algéro-libyenne.

**Le coordinateur de Jil Jadid, Soufiane Djilali**